

Le pamphlet

P É R I O D I Q U E I N D É P E N D A N T

Editorial

«Moi, Monsieur, j'ai des principes, je suis même à cheval dessus, c'est vous dire où je me les mets.» Cette boutade m'a toujours fait rire, bien que, lorsque l'on regarde aujourd'hui les membres du gouvernement socialiste espagnol, Pablo Sanchez en tête, on se dise que l'on ne pourrait pas en trouver meilleure illustration.

Je ne vais pas me lancer dans une analyse pour savoir qui a raison ou tort dans le grand débat sur la loi d'amnistie négociée entre la gauche espagnole et les partis indépendantistes pour assurer l'accès au pouvoir du sieur Sanchez, d'un part parce que je ne serais pas objectif et, d'autre part, parce que je ne suis pas compétent en matière juridique. Tout ce que je puis dire, c'est que je suis favorable à l'amnistie des dirigeants catalans qui ont été condamnés à des peines de prison ferme pour avoir offert la possibilité aux Catalans de s'exprimer dans les urnes.

Non, ce que démontre cette affaire, c'est la fidélité à géométrie variable dont font preuve les politiciens de tous bords à l'égard de leurs principes lorsqu'il s'agit de s'accrocher au pouvoir, voire aux privilèges dont ils bénéficient.

Grâce à internet, tout est en libre accès et on ne compte plus les vidéos où l'un ou l'autre membre des élites dirigeantes espagnoles se fait prendre la main dans le sac en train de contredire, avec assurance, un discours qu'il n'avait tenu que quelques mois auparavant.

J'irai même plus loin: on en vient à se demander s'il y a réellement des principes et une éthique dans le monde politique espagnol, lorsque l'on voit le nombre ahurissant de scandales de corruption qui éclaboussent tous les partis. Et le pire, c'est qu'ils ne se démontent pas et que les électeurs continuent à voter pour eux. C'est stupéfiant!

Quelle leçon pouvons-nous tirer de l'attitude de ces sans-vergogne? Tout d'abord que la politique devrait être un sacerdoce, insuffisamment lucratif pour n'attirer que des vocations sincères. La professionnalisation de la politique, en Espagne comme en France, déconnecte les élus des préoccupations de leurs concitoyens et du véritable objectif de leurs charges, qui est d'être les représentants de leurs électeurs.

Mais, au-delà, ne peut-on se demander si la démocratie parlementaire ne contient pas le germe de sa

propre déchéance? L'être humain est ce qu'il est, en général plutôt imbu de lui-même, égoïste, fainéant et corruptible. Et si le nouveau qui entre en politique est une exception, on se chargera de le faire rentrer dans le rang. Le système même des partis avec leurs consignes et leurs dogmes ne constitue pas un terreau fertile à l'émergence d'hommes et de femmes politiques d'exception.

Rappelons-nous la chance que nous avons, en Suisse, de bénéficier du moins mauvais des systèmes démocratiques. Nous ne nous en rendons pas compte de l'intérieur, mais nos voisins nous envient ce pouvoir que nous avons de contrecarrer les délires de notre parlement au moyen du référendum, d'agir au moyen de l'initiative, et la culture du débat politique que nous donnent nos nombreuses votations. La démocratie semi-directe ne pourrait probablement pas s'appliquer facilement en France ou en Espagne, non que les moyens feraient défaut, mais bien par manque d'éducation au rôle du citoyen.

Alors, certes, il y a certains présidents hexagonaux qui se croient en droit de nous donner des leçons, mais il se trompent lourdement.

Il est vrai que les «petits Suisses» sont lents, en matière de prise de décision. Mais c'est ce qui nous permet une stabilité politique, qui attire nombre d'entreprises et

d'investisseurs, lesquels contribuent à la prospérité de la Confédération.

Quitte à paraître un peu orgueilleux, j'affirme, comme Gilles, que «y'en a point comme nous».

Michel Paschoud

Gesticulations

Les antisémites et les protagonistes de la guerre qui ravage la Palestine n'ont qu'à bien se tenir: le Grand Conseil genevois fait front contre l'antisémitisme, ainsi que nous l'apprenait **20 minutes** en ligne du 18 novembre. Pour être plus précis, le législatif du bout du lac a invité son Conseil d'Etat à appliquer une tolérance zéro face aux actes commis contre des juifs.

Il a exigé aussi que le gouvernement genevois condamne toute violation du droit international par les belligérants, qu'il appelle à un cessez-le-feu, et réclame la libération des otages.

Pourquoi pas?

Mais quelques questions se posent.

Tout d'abord, pourquoi la tolérance zéro envers les actes antisémites ne devrait-elle être réclamée par le parlement genevois qu'en période de recrudescence de l'antisémitisme pour cause de guerre? Est-ce à dire que, le reste du temps, cette tolérance zéro ne lui paraît pas nécessaire?

On peut se demander ensuite si le Grand Conseil ne pêche pas par vanité. D'où tire-t-il donc l'idée que l'intervention du Conseil d'Etat sur son ordre va impressionner les parties en cause – qui ne savent probablement même pas qu'il existe quelque part un canton de Genève

–, au point de les inciter à modifier le cours des choses?

Il faut le constater: l'ONU, les organes de l'Union européenne et les chefs d'Etat et gouvernements des prétendues grandes puissances essaient de camoufler leur faiblesse et leur inutilité derrière des flots de discours. Ils gesticulent, ils énoncent des exigences, ils condamnent avec la plus grande fermeté, ils supplient et moralisent sans le moindre résultat. Ils sont pitoyables, lamentables.

On aimerait bien savoir pourquoi les politiciens genevois, nains de la scène internationale, tiennent tellement à leur ressembler.

Mariette Paschoud

Apparatchiks de l'électricité: Messieurs, ça suffit!

La Suisse souffre d'un déficit de production électrique, surtout en hiver, et elle s'est mise en tête de se décarboner au plus vite. Cela n'est pourtant ni réalisable dans le temps imparti avec les outils à disposition, ni économiquement abordable. Nonobstant cet état de fait irrefutable, le secteur électrique, un des derniers vestiges du Filz helvétique, s'acharne tête baissée à promouvoir des solutions de très mauvais acabit.

Dans une [tribune publiée dans le Tagesanzeiger du 4 décembre](#), Michael Frank, directeur de l'Association des entreprises électriques suisses (AES), s'adresse au Parlement nouvellement reconstitué afin de persuader ses membres d'une priorité absolue dont devraient jouir les errements de son secteur.

C'est pusillanime, honteux et arrogant.

S'il s'agit de projets «renouvelables» permettant de fournir 3,4 TWh par année, c'est totalement à côté de la plaque. D'une part c'est le point de vue d'un producteur irresponsable car tout le monde sait que cette quantité de courant n'est pas disponible pour les clients puisque ni le soleil ni le vent ne produisent constamment leurs effets. D'autre part c'est ridicule face au défi posé par la loi sur l'énergie qui prétend atteindre une décarbonation totale

d'ici 2050 (voir l'encadré ci-joint, <https://blog.mr-int.ch/?p=11121>).

C'est aussi la démonstration de la soumission d'un soi-disant «leader» à l'idéologie d'une transition énergétique immédiate et à tout prix. Si ce n'est de l'idiotie de sa part c'est de la cupidité pure et simple, celle d'un secteur qui à plus de 90% est en des mains publiques, toujours et encore corrompu par la paresse et la complaisance.

A cette honte s'ajoute l'arrogance de vouloir dicter aux parlementaires quelles devraient être leurs priorités, alors qu'une loi qui vient d'être votée en ce sens fait l'objet d'un référendum sur lequel, nous l'espérons, le peuple se prononcera en pleine conscience d'un débat qui oppose d'une part l'occupation des terres et des paysages par des

projets mégalomanes qui, malgré leur taille, ne sont même pas à la hauteur des enjeux et d'autre part la protection des sites concernés. Il en va de même avec Christian Petit, directeur de Romande Energie qui, dans [un billet sur LinkedIn](#) argumente de manière similaire et qui ajoute que, prenant vingt-cinq ans pour être réalisé, tout projet nucléaire serait inutile. C'est à peu près aussi stupide que de dire que, puisque cela prend 25 ans pour former un jeune adulte, il ne faudrait plus faire d'enfants.

Tout ça n'est même pas du lobbying puisque que c'est de l'intérieur du monopole électrique étatique que s'expriment ses apparatchiks. Leurs démissions s'imposent!

Permis de tuer

«Le Canton facilite l'accès aux interruptions de grossesse», annonçait joyeusement, le 17 novembre, mon quotidien gratuit¹, se référant à un communiqué de presse publié par le Bureau d'information et de communication de l'Etat de Vaud².

En effet, l'Office du médecin cantonal a délivré à la Fondation PROFA – ancien Centre médico-social de Pro Familia – l'autorisation de procéder à des avortements médicaux sur des femmes présentant jusqu'à sept semaines d'absence de règles. Le massacre commencera modestement dans trois centres de la Fondation (Yverdon, Morges et Renens) avant de s'étendre à la totalité de ses «consultations de santé sexuelle».

C'est épatant, voyez-vous! Résultat d'une «étroite collaboration entre les groupements de gynécologues vaudois, le Centre hospitalier universitaire vaudois (CHUV) et la Fondation PROFA», ce permis de tuer attribué à la dernière nommée «vise à faciliter et à améliorer la prise en charge des Vaudoises», car «près de la moitié des IVG dans le canton sont réalisées au CHUV, créant une charge considérable au sein de l'hôpital».

C'est fou, ça! Des médecins, dont une des vocations est d'accompagner des femmes vers un accouchement, participent à ce funeste arrangement! Un hôpital, qu'on croyait naïvement chargé de guérir et de maintenir en vie le plus grand nombre de patients possible, croule

Plutôt que des jérémiades, proposons une solution meilleure en tous points que toutes les alternatives: réformer la loi sur l'énergie nucléaire (LENu) en supprimant l'art. 12a afin de lever l'interdiction de construire de nouvelles centrales ainsi qu'en modifiant l'art. 9 qui interdit le retraitement des déchets et donc ne permet pas d'améliorer cette technologie. Cette réforme sera soumise au référendum, ce qui permettra, enfin, de trancher loyalement ce sujet. A la COP28 un groupe de pays, et pas des moindres, appelle à tripler la production nucléaire pour faire face au défi climatique. Il serait bon que la Suisse, pays d'excellence nucléaire, se joigne à eux.

Michel de Rougemont

<https://blog.mr-int.ch/>

sous le poids d'interventions meurtrières, au point qu'il faut trouver d'autres lieux de mise à mort! Hippocrate, au secours!

Par ailleurs, il faudrait, en cas de volonté d'avorter, «réduire les délais entre la décision et la réalisation du procédé» – ah qu'en termes galants ces choses-là sont mises –, «ainsi que le risque de complications».

Il vaut en effet toujours mieux réduire les risques de complications consécutifs à une intervention chirurgicale ou médicamenteuse, quelle qu'elle soit. Mais pourquoi faudrait-il réduire les délais entre la décision d'avorter et le passage à l'acte? Craint-on qu'un temps d'attente ne permette à certaines candidates de changer d'avis?

D'une manière plus générale, estime-t-on au Canton, chez les gynécologues vaudois, au CHUV et à la Fondation PROFA que 11'341 avortements en 2022 sur le plan suisse, sans compter, évidemment, les nombreuses victimes ignorées de la «pilule du lendemain», ce n'est pas assez? Tient-on à ce que le canton de Vaud continue à détenir le record du plus grand nombre d'interventions avec 1595 avortements en 2022?

Ce n'est certainement pas le cas. Tous ces gens croient agir pour le bien des femmes vaudoises en âge de procréer, qui, imbibées de propagande libertaire depuis l'enfance, et persuadées, tout comme leurs partenaires d'ailleurs, que l'important, c'est le sexe, ne voient dans les accidents dus à une mauvaise gestion de leurs rapports sexuels et de leurs moyens contraceptifs qu'une injustice – laquelle

doit être réparée par un recours à l'avortement protégé par l'Etat au détriment d'un droit à la vie ringard.

Pour conclure, jetons un coup d'œil aux missions dont se charge la Fondation PROFA³.

Pour commencer:

Présente dans tout le canton de Vaud, la Fondation PROFA contribue au développement de la qualité de la vie affective, relationnelle et sexuelle de toutes les personnes, à chaque étape de leur vie.

Sauf à la première étape...

Et plus loin:

Notre raison d'être

Nous défendons la liberté de choix dans le domaine de l'intimité.

L'intimité des hommes, des femmes, des personnes cis, trans ou non-binaires, des jeunes, des moins jeunes,

des couples, des personnes de tous les horizons compose notre quotidien depuis 1966...

Une seule intimité échappe à la sollicitude de la Fondation: celle des embryons.

Avec une telle soumission à la modernité, il est évident que PROFA est un partenaire indispensable pour le Canton.

M.P.

¹<https://www.20min.ch/fr/story/vaud-le-canton-facilite-laces-aux-interruptions-de-grossesse-113887962543>.

²<https://www.vd.ch/toutes-les-actualites/communiqués-de-presse/detail/communiqué/le-canton-de-vaud-améliore-laces-a-linterruption-de-grossesse-medicamenteuse-1700210488>.

³<https://www.profa.ch/>

Eco-incantations

Quel est le point commun entre l'immobilier, les transports, l'agriculture, la faune sauvage, la météorologie, la géographie, la géologie, la médecine, l'éducation, les loisirs, l'habillement, la musique, la littérature, la finance, la fiscalité, les relations internationales, la défense armée, et peut-être aussi la gymnastique, le jardinage, la sigillographie et le macramé?

Dans tous ces domaines (et aussi dans les autres qui ne sont pas cités ici), si vous voulez dire ou écrire quelque chose qui soit pris en considération par vos concitoyens et qui vous renvoie une image flatteuse de vous-mêmes, vous devez

impérativement évoquer les *enjeux climatiques*, les *défis climatiques*, le *changement climatique*, la *crise climatique*, le *respect des engagements climatiques*, l'*empreinte carbone*, la *décarbonation*, la *nécessaire transition énergétique*, la *durabilité*, les matériaux *biosourcés*, les produits *issus du commerce équitable*, le caractère *doux, sain, recyclable et renouvelable* de ce que vous voulez, ainsi que l'*écosystème*, l'*écocorresponsabilité* et les *éco-gestes*. Si vous avez assez de temps ou de place, vous pouvez bien sûr y ajouter le *respect de la diversité*, l'*inclusivité*, la *mixité sociale*.

Cela ressemble au jeu consistant à placer dans un article ou dans un

discours, l'air de rien, un mot rare ou incongru convenu à l'avance: il faut parfois se gratter la tête pour y parvenir sans que ça ait l'air trop absurde, mais on finit toujours par trouver une tournure de phrase qui permette de gagner le pari.

Les personnes qui utilisent les expressions listées ci-dessus ne réfléchissent généralement pas à leur sens exact. Elles ne les utilisent pas pour exprimer des idées précises, mais plutôt parce qu'elles ressentent cela comme une nécessité, comme une obligation morale, et comme un moyen de témoigner de leur foi dans la religion ou l'idéologie officielle. On peut y voir une analogie avec les incessantes

mentions de Jésus Christ que les évangéliques placent en chacune de leurs formules de politesse ou de salutations – pratique a priori fort louable, mais dont la lourdeur répétitive finit par laisser un fâcheux goût d’artifice. On perçoit aussi et surtout une analogie avec les productions intellectuelles de l’ancien bloc communiste, invariablement

parsemées de références aux concepts du marxisme; les auteurs savaient qu’il fallait procéder ainsi pour que leurs œuvres soient publiées et qu’eux-mêmes ne soient pas inquiétés.

Trois décennies à peine après la fin des régimes communistes, nous nous retrouvons donc à nouveau

dans un système idéologique où chaque discours est gangréné par ce genre d’incantations déclamatoires, que seule une minorité considère comme ridicules tandis que la majorité s’y soumet avec une naïve assiduité.

Pollux

Tribunal spécial et neutralité

La Suisse est favorable à la mise en place d’un tribunal spécial pour juger le crime d’agression contre l’Ukraine¹. Comme le crime ne peut pas être jugé par la Cour pénale internationale du fait que ni l’Ukraine ni la Russie n’ont ratifié son traité fondateur, Berne estime que le crime d’agression ne doit pas rester impuni et rejoint trente-sept pays qui soutiennent la création d’un tribunal dit spécial, lequel serait en vérité, en dépit de toutes les patelines et lénifiantes déclarations, notamment sur l’intégration du tribunal dans un cadre multilatéral et la nécessité de bénéficier d’un large soutien international², un tribunal d’exception destiné à «juger» un pays et ses principaux dirigeants, condamnés d’avance.

Il semblerait que notre Ignazio des affaires étrangères, toujours en-

chanté de frétiller sur la scène internationale, ait déjà soutenu cette idée le 19 septembre à New York, lors d’une discussion sur la Cour pénale internationale tenue en marge de l’Assemblée générale de l’ONU³.

Apparemment, les hautes sphères de la Berne fédérale ne se soucient pas de prouver par quelque raisonnement tordu que l’engagement de la Suisse dans cette affaire est compatible avec notre neutralité. Peut-être vaut-il mieux qu’elles s’en abstiennent, en effet, si elles ne veulent pas essayer les éclats de rire de la population.

C’est pourtant un sujet primordial.

Les pas-très-sages qui nous gouvernent liraient avec profit le n° 159 des *Cahiers de la Renaissance vaudoise*, intitulé *Neutre* et sous-titré *La Suisse à l’ère de la guerre*

*hybride*⁴, paru en juin 2023. Cet ouvrage traite, en sept chapitres rédigés par sept auteurs compétents, des aspects historique, juridique, militaire et politique de la neutralité suisse, et démontre que celle-ci conserve tout son sens dans ce que j’appelle un monde de fous.

Mais M. Cassis et ses collègues ne peuvent évidemment pas à la fois s’agiter dans un monde de fous et consacrer du temps à l’acquisition de la sagesse.

M.P.

¹ **20 minutes** du 17 novembre.

² <https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiqués.msg-id-98640.html>.

³ <https://frapp.ch/fr/articles/stories/berne-pour-un-tribunal-special-sur-lukraine>.

⁴ <https://www.ligue-vaudoise.ch/cahiers/81>.

Bricoles

Les joies de l’impôt

Selon le comparateur en ligne Comparis, 43% des Suisses jugent leurs impôts corrects¹.

Comparis s’est fondé sur des critères de sexe, de niveau de formation et de revenus.

C’est dans la classe moyenne qu’on trouve le plus grand nombre de contribuables insatisfaits, ce qui s’expliquerait, selon un «expert», par le fait que «le montant de leurs

impôts est relativement élevé par rapport à leurs capacités financières».

En somme, 57% des contribuables suisses sont mécontents du montant de leurs impôts et les plus pressurés sont les plus mécontents. La belle découverte!

Domage que Comparis n'ait pas pris la peine d'étudier le sujet canton par canton. Nul doute qu'on aurait trouvé, tous revenus et fortunes confondus, bien plus de contribuables satisfaits dans le canton de Zoug que dans le canton de Vaud.

M.P.

¹ 20 minutes du 8 décembre.

A quand une véritable égalité de droits?

En 2019, M. Benoît Gaillard, conseiller communal socialiste à Lausanne, avait qualifié de «propriétaire voyou» le promoteur immobilier responsable de la rénovation

catastrophique et abandonnée d'un immeuble de la place Bel-Air. Ses propos avaient été repris dans la presse locale par la journaliste Camille Krafft. Tous deux ont ensuite été attaqués en justice par la société promotrice, qui les accusait de diffamation. Le 7 décembre dernier, l'élu et la journaliste ont été acquittés par le Tribunal cantonal.

Sur le fond, les termes employés par M. Gaillard étaient probablement fondés et mérités, et leur reprise dans la presse était justifiée. Il n'y a donc pas lieu de s'offusquer de ce que la justice ait prononcé un acquittement. Ce dont on devrait s'offusquer, en revanche, c'est que la liberté d'expression revendiquée par les deux accusés, et dont ils prétendent qu'elle sort renforcée de ce procès, soit aujourd'hui réservée aux élus de gauche et aux journalistes, tandis qu'elle se réduit comme peau de chagrin pour le reste de la population.

px

Ne dites pas...

Ne dites, pas comme *La Liberté* en ligne du 15 novembre: «Après les crues, le canton panse les cicatrices.» Dites: «Après les crues, le canton panse les plaies.»

Nous espérons que les Fribourgeois des Vanel (Charmey), évacués en raison des intempéries, ont pu réparer les dégâts causés par la boue qui avait envahi leurs logements, et que leurs plaies morales et, peut-être, physiques sont en voie de cicatrisation.

Quelque journaliste pourra ainsi annoncer à son lectorat que les plaies des cicatrices sont en train de se refermer.

Le pinailleur

L'avis de Samantha Cougnard



Salut Dude (ça veut dire mec en anglais)!

Ouais, c'est moi, Samantha. Je sais pas si je te l'ai dit, mais mon prénom me vient d'une super chanteuse que mon papa aimait beaucoup parce qu'elle avait une forte présence. Bref c'était une chanteuse anglo-saxonne et c'est plus classe. Avec ma femme (Eh ouais, on est mariées, tralala) on va peut-

être aller vivre aux States. *Migration et Climat* a le projet d'ouvrir une antenne dans le Connecticut parce que depuis que Trump a tout foutu en l'air il paraît que les Yankees ils ont besoin d'un coup de main et que ma lumineuse clairvoyance sera plus utile là-bas pour leur expliquer comment ils doivent vivre.

Alors ce qui est chouette c'est qu'on va pouvoir vivre en vrai tous les machins qu'on voit dans les films d'Hollywood. Genre Thanksgiving, la fête où on dit merci pour des trucs pour lesquels on est recon-

naissant et pour les Indiens aussi et où on mange de la dinde, mais ça il faudra changer vu que c'est pas végan. Et puis Christmas avec Santa Claus, ça pète un peu plus que «Papa Noël» et j'espère qu'il se souviendra de moi, parce que ça fait quelques années qu'il ne m'apporte plus rien alors que je suis vachement sage.

Bon, je te fais un résumé des objectifs de *Migration et Climat*: faire du lobbying pour augmenter les migratory flows du sud vers le nord, outsourcing du marketing pour la promotion des queers, training de

news influenceurs pour changer les habitudes alimentaires de consommateurs vers un target végétal et promotion (là tu peux pas savoir si c'est un anglicisme) du bicycle pour un meilleur health management.

Bon on attend les subventions pour ce super-programme et Jean-Pat a dit qu'il fera tout ce qui est humainement possible pour que je parte.

Des fois j'ai l'impression que toute l'équipe de *Migration et Climat* pense que mes talents sont sous-employés et qu'il faut que j'aspire à de plus grands projets, ailleurs.

Bon il faut que je te laisse, j'ai pas que ça à faire que de te faire bisquer avec ma vie super chouette quand toi tu dois être tout sclérosé comme tes idées nauséabondes et ton petit

confort bourgeois, et en plus il y a mon crétin d'oncle qui vient manger à midi et j'ai le pressentiment qu'il va encore y avoir des histoires. Des fois je me dis que je dois avoir des dons de voyance, à chaque fois qu'il vient j'ai la vision d'une engeulade, et ça loupe jamais...

Allez, salut Dude!

Samantha Cougnard

Vœux

Nous vous remercions de votre fidélité, vous souhaitons de bonnes fêtes et formons des vœux pour que l'année 2024 vous apporte bonheur et prospérité, en dépit des ravages provoqués par la vanité et la bêtise humaines

Joyeux Noël et bonne année!

La rédaction

Le Pamphlet

Case postale 998, 1001 Lausanne

courrier@pamphlet.ch

CCP:10-25925-4

Directeur de publication:

Michel Paschoud

ISSN 1013-5057